

Le mouvement des conseils en Allemagne



■ Cette étude de Gianni Carrozza a été publiée en italien dans l'ouvrage collectif *L'Altronecento. Comunismo eretico e pensiero critico*, Milano, Jaca Book, 2009, vol. 1, *L'Età del Comunismo Sovietico (1900-1945)*, p. 40-59. Avec la gracieuse autorisation de l'éditeur, nous en donnons ici une traduction française légèrement augmentée. – *À contretemps*.

Au début de l'automne 1918, le général Ludendorff, qui exerçait une dictature de fait sur l'Allemagne à travers le haut commandement militaire, parvint à la conviction que la guerre était perdue et qu'une éventuelle révolution détruirait à la racine tout l'ordre social auquel il croyait et pour lequel il avait combattu. Il était en particulier convaincu qu'il convenait de protéger le corps des officiers, épine dorsale de l'armée et de la société allemande telles que, lui, les concevait.

Le 29 septembre 1918, Ludendorff prit l'initiative de convaincre Hindenburg d'abord, l'empereur Guillaume II ensuite, de céder le pouvoir au Parlement allemand. Ce passage de pouvoirs permettrait d'épargner aux militaires la honte d'une reddition signée au bout de quatre années de guerre, de faire endosser la responsabilité de la défaite aux sociaux-démocrates et surtout d'éviter que la structure de commandement de l'armée ne se délite, comme cela s'était produit en Russie l'année précédente.

Pour comprendre la situation qui s'était instaurée en Allemagne, il faut faire un pas en arrière. Au moment de l'entrée en guerre, la FVDG (« localistes », syndicalistes révolutionnaires et libertaires) avait été la seule organisation à se prononcer contre le conflit, ce qui lui avait valu d'être immédiatement interdite et ses journaux séquestrés¹. Le 4 août 1914, le Parti social-démocrate (SPD) avait voté à l'unanimité les crédits de guerre réclamés par le gouvernement. Dans le cours du débat interne au parti qui avait précédé le vote, seuls 14 députés sur les 92 présents avaient pris position contre. La minorité avait pour porte-parole Karl Liebknecht et Hugo Haase. Mais personne ne voulait prendre la responsabilité de rompre l'unité du parti, et c'est Haase qui présentera la position du SPD au moment du vote : « À l'heure du danger, nous n'abandonnons pas la patrie. » La thèse de la « guerre défensive » fut acceptée par le parti, et la culture de l'unité à tout prix – partagée aussi bien par les militants que par les adhérents – remplit sa fonction. L'idée de révolution qui avait guidé le parti au XIX^e siècle avait été progressivement abandonnée au bénéfice d'une croissance régulière de la représentation parlementaire, devenue peu à peu le véritable horizon de l'action politique du parti. On parviendrait au pouvoir, certes, mais à la tête d'une démocratie parlementaire, à travers les urnes, de façon ordonnée et sans verser de sang. Bref, les

¹ Jean-Paul Musigny, *La révolution mise à mort par ses célébrateurs, même*, Paris, Nautilus, 2001, p. 15.

dirigeants sociaux-démocrates se concevaient comme les héritiers naturels de l'État mis sur pied par Bismarck²...

Pourtant, face à la durée du conflit et à l'intensité des sacrifices exigés de la classe ouvrière, l'unité du parti finit par se fissurer. Le 2 décembre, Liebknecht refusa de voter une nouvelle demande de financements de guerre. En mars 1915, on vit trente députés s'abstenir. Le 15 décembre, ils furent vingt à voter contre les crédits de guerre. Ceux-ci furent expulsés, par une courte majorité, et formèrent un groupe parlementaire indépendant. Les 6 et 7 avril 1917, les exclus et leurs camarades, réunis à Gotha, fondèrent l'USPD, le Parti social-démocrate indépendant. Les deux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, organisées en Suisse l'une en septembre 1915, l'autre fin avril 1916, montrèrent – même si leurs effets sur les partis socialistes des diverses puissances belligérantes ne furent pas immédiats – qu'il existait une opposition à la guerre qui rencontrait une certaine sympathie, y compris dans le parti allemand. Cette opposition ne parvint pas à définir une ligne politique claire, mais elle rassembla des individus disparates – qu'on retrouvera bientôt dans l'USPD, d'où les prises de position fluctuantes qui seront les siennes – parmi lesquels on trouvait, à côté de Hugo Haase, Eduard Bernstein et Karl Kautsky, le jeune Hilferding, Paul Fröhlich et Kurt Eisner, mais aussi Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui dirigeaient la fraction de gauche du SPD (la Ligue spartakiste) avant leur expulsion.

La mainmise des structures militaires sur l'État et sur l'économie allait s'accroître rapidement dans tous les domaines, réduisant les pouvoirs du gouvernement civil et mettant en lumière l'impuissance du Parlement. La militarisation de la production industrielle, tout en remettant en cause plusieurs des conquêtes sociales faites précédemment, renforça le climat d'unité nationale que rien ne devait troubler. Pour répondre aux nécessités de la guerre, les syndicats furent reconnus et associés à la gestion de l'ordre dans l'usine en décembre 1916, afin d'accroître la cohésion sociale et de garantir l'effort de guerre. C'est ainsi que le syndicat pénétra dans l'usine, dont il avait toujours été exclu jusque-là. Une loi fut votée qui imposa la constitution de comités ouvriers dans toutes les entreprises de plus de 50 personnes³. Les délégués syndicaux furent appelés à participer à des comités consultatifs et des commissions en tout genre auxquels furent sous-traitées les questions de ravitaillement, d'aide aux familles des appelés ou des blessés et l'assistance sociale en général.

Mais ce mécanisme avait une faille, que mirent en lumière les grèves d'avril 1917 (contre une réduction des rations de pain, qui fut annulée), de janvier 1918, qui exigeaient « paix, liberté et pain », et de l'été 1918, où les mineurs cessèrent le travail pour obtenir la journée de huit heures. C'est dans ces grèves que se structura le réseau des *Revolutionäre Obleute* (R.O.), délégués syndicaux d'orientation révolutionnaire, bien implantés dans les grandes usines de Berlin⁴. Eux aussi avaient des relations étroites avec l'USPD ou en faisaient partie. Dans ces mouvements, les comités de grève étaient souvent composés de militants de base du SPD, qui, sur le plan électoral, organisationnel et syndical, continuaient à rester fidèles à leur parti.

² Joseph Rovin, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris, Seuil, 1978, pp. 141-159. Sur le débat au sein du SPD au moment de l'entrée en guerre, cf. Arthur Rosenberg, *Die Entstehung der deutschen Republik 1871-1918*, Berlin, 1928 ; trad. it. : *Origini della repubblica di Weimar*, Florence, Sansoni, 1972, p. 64-101.

³ Jean-Paul Musigny, *La révolution mise à mort par ses célébrateurs, même, op. cit.*, p. 12.

⁴ De l'allemand *Ob-leute*, ceux qui sont « devant » ou « au-dessus » en termes d'autorité. Il ne s'agit pas de délégation, de mandat, mais plutôt de fonction. Au début de la guerre, un réseau d'hommes de confiance s'était constitué au sein des usines berlinoises à l'initiative de la gauche syndicale et social-démocrate, dans l'idée de constituer une force autonome de la direction collaborationniste du parti, capable de s'opposer à l'accord sur la paix sociale conclu par les syndicats. Cf. P. Broué, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Paris, éd. de Minuit, 1971, pp. 78-80. Différents auteurs traduisent cette dénomination par « délégués révolutionnaires », ce qui me semble plus clair pour le lecteur français que « hommes de confiance » ou « capitaines révolutionnaires ».

Pour comprendre le comportement des ouvriers et soldats pendant la révolution, il faut tenir compte d'un fait : la culture de la classe ouvrière était profondément marquée par l'influence social-démocrate et par l'idée de l'unité du prolétariat. La rupture entre les deux fractions du parti y était vécue de façon traumatique, comme un malheur. Imposer aux dirigeants un comportement unitaire devenait pour les masses ouvrières un réflexe prioritaire.

À ce cadre il faut ajouter l'influence de la révolution de février en Russie, qui souleva d'énormes espoirs chez les prolétaires allemands. L'entrée en guerre des États-Unis contre les Empires centraux, en 1917, donna le coup de grâce aux rêves de grandeur des généraux allemands.

Mais pour quelle raison et dans quels buts le principal responsable du haut commandement allemand mit-il en scène la capitulation du pays ? Haffner explique la situation en ces termes :

« Alors, en août et septembre les événements se précipitèrent. À l'Ouest, les armées de l'Entente passèrent à l'offensive sur différents points du front. Le terrain gagné par l'Allemagne au printemps fut reperdu, on ne pouvait plus arrêter la retraite. Les puissances centrales s'effondraient. Le 13 septembre, l'Autriche envoya un appel au secours. Le 15 septembre, le front des Balkans était crevé. Le 27 septembre, la Bulgarie capitulait. Le même jour, à l'Ouest, les armées de l'Entente attaquaient la ligne Hindenburg sur une grande longueur. C'était la dernière ligne de défense des Allemands, elle fléchit.

» Les journaux allemands parlaient toujours de victoire finale. À Berlin, les parlementaires, saisis par l'inquiétude mais très loin de penser que c'était la fin, discutaient de savoir s'il ne commençait pas à être temps de changer de gouvernement et de rechercher une paix négociée. Oui, mais comment en parler à Ludendorff ?

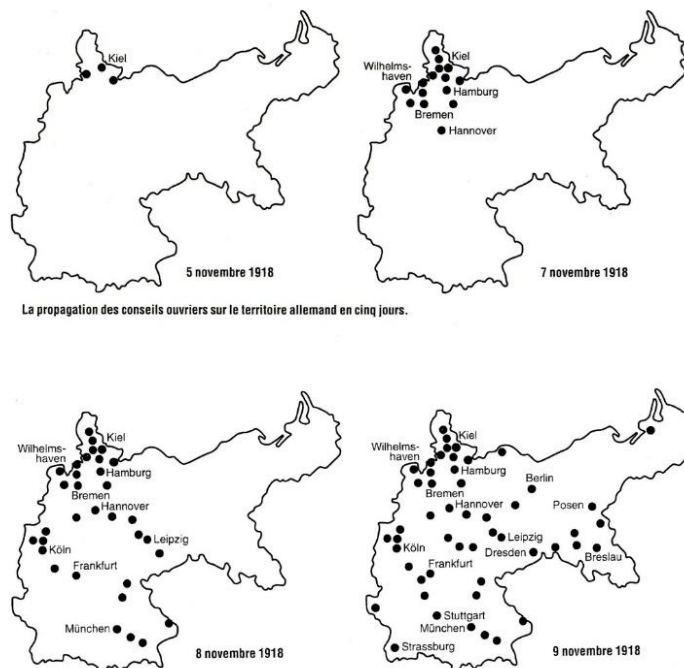
» Une énorme surprise les attendait : Ludendorff lui-même allait, du jour au lendemain, changer le gouvernement, et la Constitution par-dessus le marché. Il allait prendre la décision dont le Parlement n'avait pas été capable. Il octroya à l'Allemagne la démocratie parlementaire, fit entrer le SPD au gouvernement, bref, exauça tous les vœux de la social-démocratie. Mais en même temps il lui fourrait dans la main un cadeau empoisonné : la défaite, et exigea d'elle non plus la négociation d'une paix honorable, mais la capitulation. »⁵

À ce stade, Wilson, qui avait inscrit dans les objectifs de guerre la démocratisation de l'Allemagne, ne pourrait refuser une négociation fondée sur ses quatorze points. Hindenburg et le Kaiser acceptèrent comme toujours le point de vue de Ludendorff et, le 1^{er} octobre, le prince Max de Bade, connu pour ses convictions libérales et démocratiques, fut nommé chancelier. Au matin du 5 octobre, l'Allemagne apprit qu'elle était devenue une démocratie parlementaire, qu'elle avait un nouveau chancelier et un gouvernement au sein duquel les sociaux-démocrates jouaient un rôle prépondérant, et que ce gouvernement avait demandé à Wilson un armistice, accompagné d'une proposition de paix. Après des années de débat, c'étaient les partisans de la paix négociée qui assumaient la responsabilité de la défaite : les fondements de la légende du « coup de poignard dans le dos » infligé à la patrie par les « rouges » étaient ainsi constitués. Mais les Allemands étaient alors trop occupés par leurs problèmes de survie quotidienne pour se passionner pour les changements institutionnels ; du moment qu'il fallait que la guerre prenne fin, au moins que ça ne traîne pas ! Mais Wilson ne décidait pas seul, et les Alliés faisaient tout pour que ça dure : échanges de notes, examen approfondi des diverses questions, conditions difficiles à accepter, dont l'abdication de Guillaume II, qui évidemment n'était pas d'accord. Le 26 octobre, le Kaiser accepta la démission de Ludendorff, avec lequel le nouveau

⁵ Sebastian Haffner [Raimund Pretzel], *Allemagne, 1918. Une révolution trahie*, Bruxelles, éd. Complexe, 2001, p. 23. Il s'agit sans doute de la meilleure synthèse sur la révolution allemande et le mouvement des conseils de tous les textes que j'ai consultés, d'autant plus intéressante que l'auteur n'est pas un communiste de conseils. J'ai utilisé ce livre comme fil conducteur pour mon article. Sur différents points il parvient à la même conclusion que celle formulée par H. Canne Meijer dans *Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921*, Paris, Échanges et mouvement, 2007.

chancelier s'était affronté, et le remplaça à la tête de l'état-major par le général Groener. Le 30, il quitta Berlin pour gagner Spa, siège secret du haut commandement militaire. C'est à ce moment-là, sur la perception de la défaite, que s'ouvrit un gouffre entre officiers et soldats, entre la caste des nobles et des militaires qui commandait et les ouvriers et paysans qui composaient l'armée : si les premiers considéraient le déshonneur de la défaite comme le cœur de la catastrophe, les seconds voulaient que la guerre se conclue au plus vite ; ils ne voulaient pas mourir pour un empereur qui les avait conduits au désastre après quatre années de guerre éprouvantes.

La marine, qui n'avait joué pratiquement aucun rôle pendant la guerre, devint le premier foyer de la fronde des officiers : l'amirauté décida de s'opposer à la politique du nouveau gouvernement et prépara une attaque de grand style contre la flotte anglaise. Le bruit en courut parmi les marins, qui commencèrent à exprimer ouvertement leur désaccord. Dans la nuit du 31 octobre, les marins du *Türingen* et du *Helgoland* sabotèrent les préparatifs pour la sortie de la flotte. L'amiral von Hipper renonça à sortir de la rade de Schillig face à la base de Wilhelmshaven, mais le jour suivant il fit arrêter un millier de mutins des deux navires, dans l'intention de les faire passer en jugement. Les jours suivants, le mécontentement ne fit que s'étendre, ne serait-ce que parce que ce que les marins des deux navires avaient fait, nombre d'autres équipages étaient prêts à le faire ; des assemblées furent organisées au siège des syndicats à Kiel, mais, le 3, les portes des locaux furent barrées et surveillées par des gardes armés. Un lieutenant ordonna d'ouvrir le feu sur une énorme manifestation de marins, qui se dispersa en laissant sur le terrain neuf morts et une trentaine de blessés, mais un des manifestants réagit et tira sur le responsable du massacre. Ce fut le début de l'insurrection : lundi 4, les marins libérèrent leurs compagnons de la prison militaire et désarmèrent les officiers. Les bâtiments publics et la gare furent occupés. Les troupes envoyées pour réprimer la révolte et l'infanterie de marine s'unirent aux insurgés et les ouvriers des chantiers proclamèrent la grève générale. Dans la soirée, la ville de Kiel était tout entière aux mains des marins et des soldats et contrôlée par leurs conseils. Le soir même, Gustav Noske arriva de Berlin, envoyé par le nouveau gouvernement. Il participa aussitôt à une réunion avec les marins insurgés, qui finirent par l'élire « gouverneur » de la place et lui permirent dans les jours qui suivirent de reprendre le contrôle de la situation.



Mais il est intéressant de voir comment il analysa la situation au premier abord. À cette réunion il s'aperçut qu'il n'y avait pas de chef sur qui il fût possible de faire pression : le mouvement et sa direction étaient un pur produit collectif ; sa force rendait impossible une opposition frontale, condamnée à la défaite comme l'avaient été les tentatives précédentes des commandements militaires ; la seule chose à faire était de prendre la tête du mouvement pour le poignarder dans le dos au moment du reflux⁶. Et c'est bien ce qui allait se passer.

Les marins savaient qu'ils s'étaient engagés dans une voie sans retour : s'ils cédaient, c'était le tribunal militaire qui les attendait ; pour éviter l'encerclement, ils furent contraints de s'organiser et, dans les jours qui suivirent, leurs détachements investirent toutes les villes voisines. Mais la dynamique ainsi lancée était de plus vaste ampleur encore, en quelques jours elle s'étendit à tout le pays : à Lubeck le 5, à Hambourg et Brême le 6, à Hanovre, à Oldenburg et Cologne le 7, à Francfort, Munich, Leipzig et Magdebourg le 8, à Berlin, Dresde, Breslau, Stuttgart, Strasbourg ; et le 9, presque toutes les grandes villes finirent aux mains des conseils⁷.

En Bavière, la révolution commença par une réunion de masse à l'air libre, sur les prés de la Theresenwiese, l'après-midi du 7 novembre. Le gouvernement royal bavarois en avait donné l'autorisation et le chef du SPD local, Auer, avait garanti que tout était sous contrôle ; mais, le soir même, les premiers conseils se constituèrent, qui commencèrent à occuper divers bâtiments publics, tandis que le roi de Bavière abandonnait la ville. Dans la nuit se tint au Landtag la première réunion des conseils, et Kurt Eisner (membre d'une USPD qui n'avait pas de véritable existence) fut élu président du Land. Le jour suivant, la révolution fut complétée, sans qu'un coup de fusil soit tiré, par la constitution d'un Conseil national provisoire, au sein duquel Auer avait accepté d'assumer la charge de ministre de l'Intérieur. Dès son premier discours, Eisner promit une assemblée constituante, mais il chercha à en repousser la convocation aussi longtemps que possible et, une fois qu'elle fut élue, il ne contesta pas les résultats électoraux, bien que la majorité y fût de centre droit ; il chercha à détacher la Bavière de la « Grande Allemagne », dominée par la Prusse, pour rendre sa révolution acceptable aux yeux de l'Entente. À l'intérieur il ne chercha en aucune manière à imposer une « dictature des conseils » – difficilement acceptable dans une région majoritairement catholique – mais tenta de donner vie à une république où ceux-ci joueraient un rôle prépondérant. « Il ne pensait pas en termes parlementaires mais révolutionnaires⁸ » : les organes de la république ne seraient pas les partis mais les conseils – et pour y parvenir il fallait faire preuve de beaucoup d'habileté, de sens de l'équilibre tactique, il fallait éviter une épreuve de force avec le SPD. En Bavière, la base sociale de la révolution fut plus large qu'ailleurs, puisque dès le départ participèrent aux conseils y compris des paysans.

Mais, le 21 février, peu avant l'ouverture du Landtag où il devait annoncer sa démission, Eisner fut assassiné par un jeune exalté, ancien membre de la Société de Thule, un nazi avant la lettre. Un partisan d'Eisner tira sur Auer, perçu comme le possible commanditaire du crime, le mettant hors-jeu sans toutefois le tuer. Suivirent des journées de panique et de confusion, où la seule autorité reconnue était les conseils. Le 17 mars, le gouvernement provisoire obtint la confiance du Landtag.

Partout les initiatives répressives conçues par les hauts commandements militaires se révélèrent inapplicables, les troupes qui auraient dû les mettre en œuvre fraternisant peu à peu avec les insurgés. Le sentiment dominant des premiers jours était la stupeur : stupeur des autorités constatant leur impuissance, stupeur des révolutionnaires

⁶ E.O. Volkman, *La Révolution allemande : 9 novembre 1918 - 17 mars 1920*, Paris, Plon, 1933, pp. 22-23.

⁷ La carte ci-dessus, qui permet de visualiser la vitesse de diffusion du mouvement des conseils, est extraite de Jean-Paul Musigny, *La révolution mise à mort par ses célébrateurs, même, op. cit.*, pp. 24-25.

⁸ S. Haffner, *Allemagne, 1918. Une révolution trahie, op. cit.*, p. 170.

découvrant leur pouvoir. Comme le constate Haffner, la vitesse à laquelle les nouvelles structures de pouvoir des prolétaires se répandirent, s'expliquait en partie par leur caractère informel :

« Il ne faut pas se représenter l'élection des conseils comme les scrutins bien ordonnés d'époques plus paisibles. Dans les casernes, c'étaient souvent plus simplement les soldats les plus aimés ou appréciés de leurs camarades qui étaient élus par acclamations. Les conseils ouvriers ne furent que rarement élus dans les usines, et dans ce cas selon une procédure analogue ; le plus souvent, le "conseil ouvrier" se composait des membres de la direction locale des deux partis socialiste (SPD et indépendants) qui se présentaient devant les rassemblements de masse en un lieu ouvert du centre-ville et se faisaient confirmer par acclamations. En général les deux partis étaient alors représentés à parts égales. La volonté des masses poussait sans équivoques à la réconciliation de ces frères ennemis que la guerre avait séparés.⁹ »

R. Müller – un des principaux représentants des R.O. – nous fournit quelques éléments supplémentaires pour juger de la façon dont les conseils se diffusèrent et opérèrent y compris chez les ouvriers des usines :

« Certains conseils ouvriers tentèrent, de façon non planifiée et selon leur gré, de "socialiser" leur entreprise. Cela se faisait en mettant simplement les patrons à la porte et en leur "séquestrant" les clés du coffre-fort. D'autres conseils décidèrent de nouveaux modes de production, abolirent le travail aux pièces, réglèrent le temps de travail, destituèrent les supérieurs mal vus et autres choses encore. Dans toutes ces décisions ils se laissaient largement guider par le désir d'augmenter leurs gains et surtout d'améliorer leur situation générale, financière et personnelle. Comme c'était prévisible, ces mesures se heurtèrent souvent à l'opposition des entrepreneurs. Il y eut des patrons qui refusèrent tout accord, voulant rester totalement "maîtres chez eux". Cela engendrait des grèves, qui souvent prenaient un caractère très sérieux et s'étendaient à toutes les industries du secteur. (...)

» Les ouvriers reprenaient la tactique développée pendant la guerre : ils négociaient avec les patrons sans l'aide des syndicats et imposaient ainsi leurs revendications. Les entrepreneurs déclarèrent alors que, faute d'approbation des syndicats, les accords signés et les concessions faites devaient être considérés comme nuls. De plus ils refusèrent de reconnaître les conseils ouvriers politiques dans les négociations, bien qu'ils fussent majoritairement composés de membres du conseil d'entreprise et d'hommes de confiance des syndicats.¹⁰ »

En d'autres termes, un conflit d'intérêts se développa entre les deux structures – bureaucraties syndicales d'un côté, conseils ouvriers de l'autre – bien qu'il y eût souvent des membres du même parti dans les deux.

Dans la semaine du 4 au 20 novembre, l'Allemagne de l'Ouest passa de la « dictature militaire » (selon la définition de Haffner) à la république des conseils : il n'y eut ni chaos ni massacres, et les rares fois où le feu fut ouvert, ce fut à l'initiative des officiers ; les bureaucrates militaires qui avaient géré l'état de siège furent destitués et remplacés par le pouvoir des conseils des soldats et des ouvriers. Les structures de l'administration civile furent maintenues mais placées sous leur contrôle. Les princes des différents États allemands furent balayés. Au sein de l'armée, le pouvoir des officiers fut remplacé (ou, selon les cas, doublé) par celui des conseils de soldats. La propriété privée fut généralement respectée. La culture des masses était et restait essentiellement celle de la social-démocratie. Les dirigeants de la Ligue spartakiste prirent le train en marche : Karl Liebknecht n'avait été libéré de prison que le 23 octobre et Rosa Luxemburg ne sortit que le 9 novembre, après plusieurs années passées sous les verrous. Leur lucidité politique quant au rôle contre-révolutionnaire joué par les dirigeants du SPD ne les aida pas à élaborer une stratégie qui aille plus loin que les manifestations de rue. Les R.O. étaient un des rares groupes organisés – pas bien gros mais bien implanté en usine – et jouèrent un rôle décisif dans la révolution de novembre.

⁹ S. Haffner, *Allemagne, 1918. Une révolution trahie*, op. cit., p. 57.

¹⁰ R Müller, *Vom Kaiserreich zur Republik*, vol. II : *Die November Revolution*, Vienna, 1925, pp. 107-110, cité et traduit en italien par Marco Baluschi, « Il movimento dei consigli e la formazione dell'ideologia consiliare », in: *Consigli operai e comunismo dei consigli*, Florence, « Collegamenti per l'organizzazione diretta di classe », 1981, Cahier n° 3, p. 8 et 10.

L'exemple russe a probablement joué un rôle important dans le déclenchement du mouvement, mais il n'y eut pas d'émissaires russes capables de l'orienter.

« Cette révolution, sauf à Munich, n'eut aucun dirigeant, aucune organisation, aucun état-major, aucun plan d'opération. Elle fut l'œuvre spontanée des masses, des travailleurs et des simples soldats.¹¹ » C'était la dynamique même des choses qui amenait à la confrontation entre le pouvoir du gouvernement et celui des conseils.

Le 6 novembre, Friedrich Ebert (président du SPD), qui voyait jour après jour les militants de son parti passer au mouvement révolutionnaire, essaya en vain de convaincre le général Groener que le seul moyen de sauver la monarchie était d'obtenir l'abdication du Kaiser. Le jour suivant il parvint à convaincre le chancelier Max de Bade, mais la vague révolutionnaire avançait plus vite qu'eux. Une grève générale était prévue pour le 9, avec manifestations et 26 meetings de rue, organisés par l'USPD. Ebert aurait voulu pouvoir faire annoncer dans chacun d'eux l'abdication de Guillaume II, mais le prince Max avait besoin de temps pour le convaincre.

Le matin, suite à l'arrestation d'un caporal qui avait fait une observation « séditeuse », une délégation du 4^e régiment de chasseurs de Naumburg se présenta au journal social-démocrate *Vorwärts* pour demander des informations et se faire une idée de la situation. Les délégués présents, qui attendaient des nouvelles de l'abdication attendue, ne surent trop quoi en penser et furent effrayés par ces hommes en armes. Otto Wels, délégué SPD, se décida à les accompagner et rencontra les soldats dans la cour de la caserne Alexander ; il invita à la paix et à la fraternisation contre ceux qui voulaient provoquer une guerre civile, invoqua le nouvel État populaire et finit son discours sous les acclamations. Du coup, les officiers n'osèrent plus prendre aucune initiative. Wels rentra au journal accompagné d'une escorte armée et la scène se répéta dans les différentes casernes de Berlin, avec les mêmes résultats. À la fin de la journée, l'armée établie dans la ville ne pouvait plus servir d'instrument de répression et se trouvait aux mains du SPD : c'était la fin de l'empire. Les nouvelles qui parvenaient du haut commandement de Spa montraient que l'armée du front ouest avait cessé à son tour de pouvoir servir pour une action répressive : les soldats demandaient à rentrer chez eux et refusaient de se battre contre quelque ennemi que ce soit, extérieur ou intérieur.

Le Kaiser hésitait encore, mais le prince Max annonça l'abdication. Ebert fit imprimer des tracts où il lançait un appel au calme et invitait tout le monde à rentrer chez soi. À la fin de la matinée, des centaines de milliers d'ouvriers prirent possession du centre de la ville et les tracts finirent par terre.

Scheidemann, orateur social-démocrate très populaire parmi les ouvriers berlinois, proclama la république du haut d'une fenêtre du Reichstag où il avait improvisé un discours devant un énorme cortège d'ouvriers, au grand dam d'Ebert, qui aurait voulu confier la chose à une assemblée constituante.

Entre-temps, le prince Max, constatant que la situation lui échappait, quitta Berlin, abandonnant à Ebert sa charge de chancelier. Le jour suivant, Guillaume II suivit son exemple et partit pour la Hollande. Pour défendre l'ordre ancien restaient Ebert à Berlin, entouré de la direction du SPD, et Groener à Spa ; une ligne téléphonique secrète les reliait, qui permit à Groener de soutenir Ebert et d'organiser la réaction.

Le même jour, Ebert proposa à l'USPD de nommer trois personnes pour participer au gouvernement. Une réunion confuse du parti s'ensuivit, à laquelle prit part également Karl Liebknecht, bien qu'il n'en fût plus membre, et où il lança le mot d'ordre « Tout le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire aux conseils d'ouvriers et de soldats », déclenchant les réactions les plus contradictoires. Entre-temps régnait au Reichstag la plus grande confusion : des cortèges ouvriers se dirigeaient vers les casernes, résignés à se faire tirer dessus mais déterminés ; dans une caserne après l'autre, les soldats

¹¹ S. Haffner, *Allemagne, 1918. Une révolution trahie*, op. cit., p. 59.

ouvraient les portes et hissaient le drapeau rouge, se joignant à leur tour aux manifestants. Les policiers abandonnaient les armes et les manifestants les laissaient partir sans les toucher. On ne compta qu'une quinzaine de morts au cours de la journée, par le fait de quelques officiers qui tirèrent sur les manifestants à la caserne Maikaler, aux écuries du château et à l'université. Le climat était essentiellement à la fraternisation. Les prisons furent occupées et les prisonniers politiques libérés. On occupa aussi les gares, les bâtiments publics, les rédactions des journaux (à l'exception du *Vorwärts*, tenu par des soldats fidèles à Wels) et le château royal, où d'une fenêtre Liebknecht proclama la république socialiste. Mais, bien qu'il fût connu, aimé et détesté, c'était un personnage relativement isolé. Les R.O., en revanche, étaient peu connus hors de leur milieu, mais ils avaient un remarquable sens du concret : le soir, alors que les manifestations commençaient à se déliter, ils occupèrent la salle des séances du Reichstag. Les députés qui sortaient des réunions de leurs groupes se trouvèrent ainsi devant une véritable séance « parlementaire » – débat, motions, votes : une nouvelle structure avec commencé à fonctionner, de façon hautement symbolique. La décision fut prise notamment d'élire des conseils dans chaque usine ou caserne, avec un délégué par bataillon ou par millier d'ouvriers ; ces délégués devaient se réunir le jour suivant sous le chapiteau du cirque Busch pour nommer un Conseil des commissaires du peuple – un gouvernement provisoire, de fait. Cette décision fut prise sans tenir compte du gouvernement d'Ebert, à qui la direction des événements échappait. Et à qui il était impossible d'empêcher la tenue de cette réunion, étant donné que les troupes – dont Wels avait réussi à prendre le contrôle – auraient sans doute refusé d'exécuter l'ordre de tirer sur les ouvriers.

Pendant la nuit, le réseau des R.O. et celui du SPD s'activèrent à plein régime pour préparer les assemblées d'usine, tandis que Wels travaillait sur les casernes. Le jour suivant, le *Vorwärts*, saisissant bien l'état d'esprit des ouvriers, sortit avec un titre exaltant l'unité. Résultat : la majorité des délégués ouvriers qui furent élus était contrôlée par le SPD ; parmi les soldats, la victoire du parti fut écrasante. Un comité d'action des troupes de Berlin fut rapidement mis sur pied, et, avant la tenue de l'assemblée, tous les premiers rangs furent occupés par des soldats. Entre-temps, l'USPD avait désigné les trois « commissaires du peuple » appelés à participer au gouvernement d'Ebert : Haase, leur président, Dittmann et Emil Barth, un des R.O. Ebert accepta. Les R.O. se réunirent à leur tour et, prenant connaissance des résultats des élections dans les usines, cherchèrent une issue.

Au cirque Busch, la réunion se déroula dans la plus extrême confusion, avec tensions et affrontements. Mais les R.O. réussirent à faire adopter la proposition de former un « Comité exécutif des conseils d'ouvriers et soldats » composé paritairement de dix soldats et dix ouvriers, dont la moitié seraient présentés par les délégués et l'autre moitié par le SPD. Les soldats devaient élire leurs dix délégués le lendemain. Ainsi était avalisée la formation du nouveau gouvernement, qui s'appellerait « Conseil des commissaires du peuple ». La victoire du SPD était évidente, mais Ebert avait les mains liées par la présence de trois membres de l'USPD, il n'était pas chancelier mais « commissaire du peuple » et surtout il était entravé par l'existence d'un second gouvernement, dont les pouvoirs restaient à définir. Un congrès national des conseils fut convoqué pour la mi-décembre.

Le soir même, Ebert reçut un coup de fil du général Groener sur la ligne secrète : il fit son rapport et conclut avec lui une alliance contre une révolution que tous les deux voulaient combattre par tous les moyens. Dans les jours qui suivirent, ils mirent au point un plan de retour à l'ordre qui prévoyait d'utiliser les troupes de retour du front pour prendre le contrôle de la ville¹². Le 10 décembre, dix divisions entrèrent dans

¹² À propos des plans de Groener et d'un programme d'action du général Lequis, cf. : G. A. Ritter – S. Miller, *Die deutsche Revolution 1918-1919*, Frankfurt A/M, Fischer, 1968, trad. it. : *La rivoluzione tedesca 1918-1919 : i consigli operai e il tradimento della socialdemocrazia*, Milan, Feltrinelli, 1969, pp. 142-145. Le discours de F. Ebert est aux pp. 145-147.

Berlin. Ebert fit un discours exalté à la porte de Brandebourg ; il n'avait pas encore fini de parler que les troupes commencèrent à se disperser. Et quelques jours après il ne restait d'elles que quelques centaines de soldats : aucun des chefs politiques et militaires n'avait tenu compte de leur état d'esprit et de leur désir de voir la guerre prendre fin véritablement. La contre-révolution était renvoyée à plus tard, et entre-temps l'armistice était signé sur le front ouest, le 11 novembre.

En quelques jours la révolution avait fait place nette du plan de Ludendorff, permettant au SPD de se saisir du pouvoir ; mais les dirigeants sociaux-démocrates avaient épousé le point de vue des officiers et n'avaient qu'une préoccupation : défendre l'état des choses existant, sans se rendre compte qu'ils creusaient ainsi leur propre tombe. La lutte contre le bolchevisme était l'argument brandi par les défenseurs de l'ordre, mais « le risque de dictature bolchevique était inexistant », ne serait-ce que parce qu'aucun parti n'était capable de l'imposer¹³. L'affrontement se catalysa autour de la date de convocation de l'assemblée constituante : le SPD la voulait la plus proche possible et les révolutionnaires cherchaient à la repousser au plus tard possible pour donner aux conseils le temps de consolider leur pouvoir et aux masses de comprendre quel était le jeu des sociaux-démocrates. La structure administrative et bureaucratique de l'État était restée en place et ces derniers cherchaient par tous les moyens à lui redonner une légitimité en la soustrayant au contrôle des conseils, qui de leur côté avaient créé en quelques semaines une structure parallèle et concurrente.

Le 16 décembre, le Congrès des conseils du Reich se réunit : une réunion moins confuse que celle du cirque Busch, où il suivit les indications d'Ebert, avança la date des élections pour l'assemblée constituante, refusa d'assumer les pouvoirs législatif et exécutif et, en l'absence des délégués de l'USPD – qui avaient décidé de ne pas y participer –, élit un comité central entièrement composé de membres du SPD. Mais il refusa de céder sur deux points, qui un mois plus tard devaient mettre le feu aux poudres : le haut commandement devait rester aux mains des commissaires du peuple, sous le contrôle du comité exécutif, et le respect de la discipline devait rester l'affaire des conseils de soldats ; les officiers seraient élus, tout signe extérieur de grade serait banni, ainsi que toute forme de hiérarchie hors du service. Hindenburg refusa de reconnaître les décisions du congrès, Groener menaça de démissionner et Ebert prit son temps en repoussant les décrets d'application. Un temps pendant lequel le commandement militaire commença à constituer des corps de volontaires avec les soldats restés à leur poste.

Otto Wels, qu'Ebert avait nommé commandant de la place de Berlin, tenta de dissoudre la division de marine populaire, constituée d'environ trois mille marins en provenance de Kiel, qui en pratique avaient joué le rôle de corps d'élite de la révolution. Elle fut accusée de « spartakisme » (autrement dit d'extrémisme) et d'avoir saccagé le château royal, dans les écuries duquel elle avait installé ses quartiers. Quelques jours avant Noël, Wels refusa de lui verser sa solde tant qu'elle n'avait pas abandonné les lieux. Les marins réagirent, le 23 décembre, en occupant la chancellerie et en séquestrant les commissaires du peuple ; un autre détachement occupa le commandement de la place, se saisit de Wels et de l'argent qui leur était dû. Mais Ebert, grâce à sa ligne secrète, demanda de l'aide au haut commandement, lequel envoya des troupes fidèles et dotées d'artillerie. Elles assaillirent les écuries pendant la nuit et les affrontements durèrent jusqu'au lendemain midi, s'achevant sur la victoire des marins. La présence près du théâtre des combats d'un grand nombre d'ouvriers favorables à ces derniers pesa sans doute dans la balance. Mais aucun des groupes révolutionnaires ne chercha à profiter de l'avantage acquis sur le terrain. Les membres de l'USPD – dont la préoccupation principale semblait être d'éviter toute responsabilité directe – choisirent même d'abandonner le gouvernement d'Ebert, qui s'empressa de coopter Noske, Wissell et Löbe à leur place. En quelques jours, toutes les forces politiques qui avaient manifesté

¹³ S. Haffner, *Allemagne, 1918. Une révolution trahie*, op. cit., p. 108.

de la sympathie pour la révolution se trouvèrent exclues du jeu, et avec la défaite s'amorça le processus de désagrégation qui en était le corollaire : le 30 décembre, le Spartakusbund se sépara de l'USPD pour former un tout nouveau parti communiste, le KPD, mais dans un climat d'emblée de désaccord sur les choix de fond. L'USPD vit quelques autres de ses membres rejoindre le nouveau parti, mais son aile droite aspirait à réintégrer la maison mère. Les R.O. exclurent Emil Barth, leur seul commissaire du peuple. Mais en même temps la conscience de la trahison social-démocrate faisait son chemin dans l'esprit des masses ouvrières et le cortège funèbre qui, le 29 décembre, accompagna les cercueils des marins tués lors des affrontements de Noël manifesta son désir de revanche.

Le dimanche 5 janvier – date de ce qu'on appelle improprement l'« insurrection spartakiste » –, la journée du 9 novembre sembla se répéter : cette fois encore, personne n'avait préparé ni prévu ce qui allait se passer. Le facteur déclenchant fut la décision prise par le ministre de l'Intérieur de destituer Emil Eichorn, que le Comité exécutif des conseils de Berlin avait nommé chef de la police. Diverses forces de gauche s'étaient prononcées contre cette destitution et avaient appelé à une manifestation de protestation pour le 5 janvier. D'énormes cortèges ouvriers, armés, convergèrent vers le centre de Berlin ; dans l'après-midi les principaux journaux et imprimeries furent tous occupés. Le jour suivant, les masses étaient de nouveau dans la rue, mais les groupes révolutionnaires furent incapables de prendre la moindre initiative et se perdirent en discussions vaines ; les troupes postées à Berlin refusèrent de prendre position contre le gouvernement et la division de marine populaire elle-même se déclara neutre. Jeudi 9, la plupart des usines furent occupées. Quarante mille ouvriers des usines AEG et Schwartzkopf formèrent un comité unitaire à l'issue d'une assemblée générale.

Ebert avait besoin de temps pour organiser ses corps de volontaires avec le haut commandement. Ce fut donc une partie des troupes postées à Berlin qui, répondant à l'appel d'Ebert et du haut commandement, reprit le contrôle des journaux, entre le 9 et le 12 janvier. Les révolutionnaires qui furent faits prisonniers furent immédiatement fusillés. À la tête des troupes se trouvait Gustav Noske, qui, le 11, avait organisé un défilé de ses nouveaux corps francs dans les quartiers bourgeois de la ville. À partir de mercredi 15, toute la zone ouest de la ville fut occupée par les troupes de Luttwitz et par la division de la garde à cheval. Le soir même, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui polarisaient la haine des réactionnaires de tout poil, furent capturés et sauvagement assassinés. Leurs meurtriers ne furent jamais condamnés.

En janvier 1919 se déclencha une guerre civile sanglante qui dura jusqu'à l'été, et dont les conséquences furent immenses – des conséquences que l'histoire académique a eu quelque mal à assumer¹⁴. C'est de cette guerre que naquit la république de Weimar. C'est elle qui permit l'éclosion, au sein des corps francs, des comportements et des idées des futurs SA et SS. C'est par elle que se produisit la fracture entre les sociaux-démocrates et les forces qui se situaient à leur gauche. Lorsque les historiens mettent l'accent sur les responsabilités du KPD qui s'est attaqué à la social-démocratie en pleine montée du nazisme, ils oublient que, pour ceux qui avaient subi la répression des corps francs, voulus et organisés par le SPD, il était impossible de penser à faire alliance avec celui-ci : imagine-t-on les survivants de la Commune s'allier aux versaillais qui les avaient massacrés ?

Aux élections pour la Constituante du 19 janvier, le SPD n'obtint qu'une majorité relative et, pour pouvoir gouverner, il s'allia aux démocrates et au Zentrum catholique. Le parti se trouvait de nouveau en terrain connu. Ebert ne tirait plus sa légitimité de la

¹⁴ Je pense par exemple à la façon rapide et superficielle dont la question est traitée dans : R. Poidevin, *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg 1900-1933 : un empire, une défaite*, Paris, Richelieu, 1972, pp. 231-274 ; F-G. Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*, Paris, PUF, 1991, pp. 99-113 ; ou encore G. Corni, *Storia della Germania: dall'unificazione alla riunificazione 1871-1990*, Milan, Il Saggiatore, 1995, pp. 127-183.

révolution mais des élections, et les conseils devaient disparaître. Mais le Conseil central, bien qu'il fût entièrement composé de sociaux-démocrates, ne voyait pas les choses du même œil ; quant aux conseils locaux, qui considéraient que la légitimité de la Constituante reposait sur eux, ils étaient encore moins disposés à se dissoudre.

La pomme de discorde fut la restauration de la discipline dans l'armée, qui amena les nouveaux corps francs à faire la chasse aux « saboteurs ». Les conseils de soldats furent supprimés l'un après l'autre et la répression s'étendit comme tache d'huile aux différentes régions : début février, sur la côte de la mer du Nord, autour de Brême ; vers la mi-février, dans la Ruhr, envahie par les corps francs ; à partir de fin mars, à Berlin, dont les quartiers ouvriers furent ratissés ; en avril, en Bavière et en mai, en Saxe. Le schéma fut partout le même : affrontements, chasse à l'homme, jugements sommaires et fusillades massives, tortures, atrocités, massacres, qui s'étendirent à l'ensemble de la population, au point que divers témoins de l'époque déclarèrent que cela ressemblait à une occupation étrangère en temps de guerre.

La Ruhr connut une vague de grèves qui atteignit son paroxysme en janvier. Plus de 80 000 ouvriers et mineurs étaient en mouvement. Le conseil ouvrier d'Essen proclama la socialisation des mines et, aussitôt après, décréta un strict contrôle des prix. Le patronat tenta d'empêcher l'élection des conseils, et le gouvernement refusa d'entériner les mesures prises. Le 11 février, le nouveau commandant de la VII^e armée dénonça un projet d'insurrection et fit arrêter les membres du conseil de soldats de Münster. Une conférence des conseils ouvriers réunie à Essen proclama la grève générale le 14 février et, le jour suivant, les troupes envahirent la région. Il y eut des affrontements sanglants. Le 20 février, l'agitation gagna 180 000 ouvriers. Le 21, la grève fut suspendue. Dans les semaines qui suivirent, les mineurs réclamèrent la dissolution des corps spéciaux et la journée de six heures. Le mouvement avait échappé aux syndicats et une Union générale des mineurs se constitua sur le modèle des conseils. Pour ne pas rester totalement hors-jeu, les syndicats reprirent à leur compte les revendications ouvrières, mais Carl Severing, dirigeant syndical SPD qui avait été nommé commissaire d'État pour la Ruhr, fit arrêter les meneurs de la grève et ordonna la reprise du travail. Le 28 avril, le mouvement était écrasé¹⁵.

En Bavière, la république des conseils fut proclamée le 5 avril, contre l'avis des communistes menés par Leviné ; le 13, la garnison de Munich fit une tentative de putsch, mais les troupes durent battre en retraite. Les jours suivants, le poète Ernst Toller, qui commandait les forces de la république, prit le dessus dans les environs de Dachau et reprit le contrôle de Munich. Les sociaux-démocrates locaux firent appel à Noske, qui envoya vingt mille hommes de ses corps francs. Entre-temps, Leviné s'était emparé du pouvoir et avait pris des mesures drastiques : réquisition des banques et des immeubles bourgeois, arrestation des opposants politiques et organisation d'une armée rouge d'environ dix mille hommes. Mais le 29 avril, le gouvernement des conseils explosa, conséquence de l'exécution de certains membres de la Société de Thule, qui de fait étaient des otages. Le 2 mai, la dernière résistance prit fin. La répression fut féroce : Leviné fut fusillé, l'anarchiste Landauer assassiné, et les atrocités se multiplièrent. Elles ne prirent fin qu'après le massacre d'une vingtaine de membres d'une association catholique qui s'étaient risqués à faire une réunion.

À partir de la mi-mai, une vague droitière submergea l'Allemagne. La légende du « coup de poignard dans le dos » désignant les sociaux-démocrates comme les traîtres responsables de la défaite fit son chemin. La réalité, c'est qu'en écrasant la révolution, ceux-ci avaient également détruit la base politique et sociale de leur pouvoir.

¹⁵ P. von Oertzen, *Betriebsräte in der Novemberrevolution*, Dusseldorf, 1963, pp. 127-128, traduit en italien et cité par M. Baluschi, « Il movimento dei consigli e la formazione dell'ideologia consiliare », in: *Consigli operai e comunismo dei consigli, op. cit.*, pp. 11-13.

En juillet le traité de Versailles fut signé et les vieux responsables militaires abandonnèrent leurs fonctions. Le 31 juillet 1919, la nouvelle Constitution, dite de Weimar, fut adoptée. Le lendemain, le gouvernement des conseils de Hongrie, présidé par Bela Kun, chuta après quatre mois de vie éphémère. Une nouvelle armée de 400 000 hommes avait été reconstruite à partir des corps francs. Le 10 janvier 1920, le traité de paix entra en vigueur et l'armée devait être réduite à 100 000 hommes. Militaires et conservateurs n'avaient plus besoin des sociaux-démocrates. Les militaires surtout se montraient actifs et intolérants.

Le 13 mars éclata ce qu'on appela le « putsch de Kapp », qui était en réalité mené par le général Luttwitz. Entre celui-ci et le gouvernement, l'armée manifesta une bienveillante « neutralité ». Le gouvernement trouva refuge à Stuttgart, et le SPD appela à une grève qui ôta aux putschistes toute possibilité de gouverner. En une semaine – du 14 au 21 mars – le coup d'État était balayé. Les dirigeants de l'USPD et du KPD – qui n'oubliaient pas le comportement du SPD au cours des mois précédents – avaient refusé de s'associer à la grève, contrairement à leur base. En Saxe, en Thuringe et surtout dans la Ruhr, la grève se transforma en insurrection armée¹⁶. Une armée rouge s'y constitua, qui remporta plusieurs succès contre les troupes gouvernementales. La répression fut menée au nom du gouvernement, réconcilié dès lors avec les chefs militaires. La grève fut suspendue, l'armée rouge de la Ruhr désarmée, les chefs militaires putschistes furent mis à la retraite et leurs subalternes promus à leurs places. Le 6 juin de nouvelles élections parlementaires furent organisées, où le SPD perdit la moitié de ses voix.

C'est quand prend fin la phase expansive du mouvement que la bourgeoisie reprend l'initiative : partout dans le pays la répression s'abat sur les conseils, et donc aussi sur les groupes révolutionnaires se réclamant de la pratique conseilliste.

Dans un tel contexte, les divisions entre groupes politiques et syndicaux ne peuvent que s'accroître. C'est dans cette série de scissions en chaîne que se constitue la galaxie conseilliste, où chaque union, groupe, syndicat, parti, parti anti-parti... incarne une option spécifique en matière d'organisation. En août 1919 est organisée à Essen la réunion des organismes d'entreprise, qui donne naissance à l'AAU, premier noyau régional d'une Union générale des organisations d'usine. Entre le 20 et le 24 octobre, au congrès de Heidelberg, le KPD perd la moitié de ses membres, les partants donnant vie plus tard (4-5 avril 1920) au KAPD, parti qui se veut de masse contre un parti de chefs. En décembre, le XII^e congrès de la FVDG donne naissance à la FAUD (Union libre des travailleurs allemands, d'empreinte libertaire). Le 14 février 1920 se constitue l'AAUD (Union ouvrière allemande, proche du KAPD), et, en octobre 1921, l'AAUD-E (Union ouvrière unitaire), autour d'Otto Rühle¹⁷...

La plupart des textes historiques publiés en italien¹⁸ concernent précisément l'histoire des idées de ces regroupements et des théoriciens qui, tels Pannekoek, Görter,

¹⁶ Hölz, Max, *Un rebelle dans la révolution : Allemagne 1918-1921*, Paris, Spartacus, 1988 (pp. 6-103 pour cette période). Cette autobiographie fournit divers éléments sur l'armée rouge de la Ruhr pendant « l'action de mars » de 1921. Dans l'édition italienne du même texte (*Un ribelle nella rivoluzione tedesca 1918-1921*, Pisa, BFS-Collegamenti/Wobbly, 2001), on trouve aussi la postface de M. Baluschi, « Max Hölz e l'insurrezione del marzo 1921 nella Germania Centrale », pp. 137-160.

¹⁷ On peut trouver un exposé synthétique des positions de ces différents groupes dans H. Canne Meijer, *Les Conseils ouvriers en Allemagne 1918-1921*, Paris, Échanges et mouvement, 2007 ; quelques brèves biographies de conseillistes dans *Conseils ouvriers en Allemagne 1917-1921*, Strasbourg, Vroutsch, 1975 (série *La Marge*, n° 9-11) ; et une anthologie de textes de l'époque présentés par D. Authier et G. Dauvé dans *Ni Parlement ni syndicats : les conseils ouvriers !*, Paris, Les Nuits rouges, 2003.

¹⁸ A.A. V.V., *I Consigli operai: un dibattito tra intellettuali, sindacalisti e quadri operai sull'esperienza consiliare di ieri e di oggi*, Rome, Samonà e Savelli, 1972 ; A.A. V.V., *Teoria e prassi della organizzazione consiliare da Weimar al New Deal*, Milan, Franco Angeli, 1976 ; Enzo Rutigliano, *Linkskommunismus e rivoluzione in Occidente: per una storia della KAPD*, Bari, Dedalo libri, 1974 ;

Rühle, Korsch ou Mattick, ont laissé derrière eux une œuvre consistante, bien que souvent mal connue. Dans les années 1960 et 1970, la thématique des conseils connaît un regain d'intérêt, en partie porté par la vague du mouvement de 1968, en partie aussi, en Italie, par l'attention critique que les milieux opéraïstes leur accordent.

En revanche, presque personne n'a mis l'accent sur la *dynamique* des conseils, et en particulier sur la contradiction *en acte* qui existait entre l'idéologie social-démocrate, prépondérante au sein du mouvement ouvrier allemand, et la pratique des conseils, sinon pour déplorer l'absence de parti ayant la volonté et la capacité de *diriger* la révolution, suivant en cela l'exemple russe. Cette pratique a deux caractéristiques :

1) elle rompt avec la tradition idéologique dominante dans le pays, et également bien sûr avec les structures de contrôle de la classe ouvrière construites en plus d'un demi-siècle par le parti social-démocrate et les syndicats qui lui étaient associés ;

2) elle se développe à la même époque dans plusieurs pays : en Russie tout d'abord, avec les soviets, mais aussi en Hongrie, en Autriche, en Italie et, dans une moindre mesure – sans aller jusqu'au dualisme de pouvoir, mais sous la forme horizontale du comité de grève faisant échec au contrôle syndical – en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. En Espagne, en 1936, on verra se mettre en place des structures de type conseil dans le cadre de la collectivisation de l'agriculture et de l'industrie – et cela avec le soutien de la CNT, le syndicat majoritaire ; mais là encore, en dépit de l'idéologie libertaire dominante et des décisions prises au congrès de Saragosse, les frictions avec les syndicats ne seront pas absentes.

Les opéraïstes italiens se sont servis de la clé de la composition de classe pour proposer une explication, très partielle (et partielle), du mouvement des conseils, avançant l'idée que celui-ci avait pour seule ambition de gérer la réalité existante. Il ne s'agirait selon eux que d'un produit typique de l'ouvrier professionnel, qui connaît et domine le processus productif et tente, dans cette phase, d'en prendre le contrôle. Mais, d'une manière générale, ils ont évité de s'attaquer à la question de la critique pratique des idéologies de parti faite par les conseils. Et ils semblent eux aussi avoir sous-estimé la dimension *dynamique* du phénomène, qu'ils analysent comme si les formes qu'il a prises étaient un simple décalque de la composition de classe¹⁹. Reprenant le fil de cette réflexion, Marco Baluschi concluait pour sa part qu'« il n'est pas possible d'établir de correspondance rigide entre *la forme conseil* en tant que telle et une composition de classe spécifique ou une quelconque idéologie » ; et il faisait remarquer que, dans les mêmes années, l'on trouvait en Allemagne, à côté des conseils d'entreprise, « d'autres formes d'organisation de type conseil aux caractéristiques et aux fonctions complètement différentes », comme les conseils territoriaux de la Ruhr, les conseils de chômeurs de l'Allemagne centrale et du Vogtland, ou encore les conseils d'ouvriers et de soldats qui animèrent la révolution de novembre²⁰.

Les textes sur le sujet parus en français ne sont pas foncièrement différents de ceux décrits ci-dessus. Ils s'intéressent beaucoup aux groupes qui se sont constitués après la révolution de novembre et aux théoriciens des conseils, mais bien peu aux faits qui sont

A. Pannekoek, *Organizzazione rivoluzionaria e consigli operai*, Feltrinelli, Milano, 1970 (en français: *Les Conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, 1982, 2 vol.) ; Serge Bricianer (a cura di), *Pannekoek e i consigli operai*, Musolino, Torino, 1975 (trad de : *Pannekoek et les conseils ouvriers. Textes choisis, traduits et présentés par Serge Bricianer*, Paris EDI, 1969, 302 p.).

¹⁹ À propos de ce point de vue et des diverses opinions qui se sont exprimées à ce sujet, cf. Sergio Bologna, « Composizione di classe e teoria del partito alle origini del movimento consiliare », in : *Operai e Stato*, Milan, Feltrinelli, 1972 ; Massimo Cacciari, « Sul problema dell'organizzazione. Germania 1917-1921 », in : *Kommunismus 1929-21*, Milan, Marsilio, 1972 ; K. H. Roth, *L'altro movimento operaio*, Milan, Feltrinelli, 1976 (en français : *L'Autre Mouvement ouvrier en Allemagne, 1945-1978*, Paris, C. Bourgeois, 1979) ; K. H. Roth, « Classe operaia e organizzazioni operaie », in : *Autonomia e classe operaia tedesca*, Milan, Feltrinelli, 1979.

²⁰ Marco Baluschi, « Il movimento degli consigli e la formazione dell'ideologia consiliare », in : *Consigli operai e comunismo dei consigli*, op. cit, p. 16.

à l'origine de leur réflexion. Si la production sur le phénomène des conseils avait souffert en Italie d'une forme d'« hypertrophie du politique »²¹, en France « on a privilégié l'épopée révolutionnaire (...), en mettant l'accent sur les forces organisées – partis et syndicats – qui se sont affrontées, ou bien sur l'analyse théorique d'auteurs tels que Pannekoek et Korsch, sans interroger les réalités sur lesquelles elle se fondait »²². Cette surestimation du rôle des forces organisées par rapport à la dimension sociale de la révolution, mise en lumière notamment par Claudie Weill dans ce petit article d'un très grand intérêt pour la problématique qui y est développée, est peut-être à attribuer à la formation trotskiste (dans le cas de Broué, par exemple) ou stalinienne (dans celui de Badia) des historiens qui se sont attelés à l'étude de la révolution allemande.

Il faut peut-être dire quelques mots de l'usage distinct de deux termes, celui de « gauchisme » qui, chez Richard Gombin²³, désigne de façon assez pertinente la mouvance communiste antiléoniste, dont les racines remontent en partie aux conseillistes allemands, et celui, fourre-tout, d'« ultra-gauche », qu'on rencontre dans les années 70 dans un article supposé faire la critique d'une « idéologie ultra-gauche²⁴ » inventée de toutes pièces par son auteur, et qu'on retrouvera trente ans plus tard dans un livre au titre pompeux qui n'a de remarquable que sa rare malhonnêteté intellectuelle²⁵.

Signalons par ailleurs un petit livre de Marc Ferro²⁶ qui ne traite pas de la révolution allemande mais de la bureaucratisation des soviets russes. Il met en lumière certains des problèmes que les conseils durent affronter dès le départ et fournit – à partir d'un choix de documents inédits – des éléments pour comprendre comment cette bureaucratisation ne fut pas seulement l'œuvre du groupe dirigeant bolchevique, mais aussi une tendance à l'œuvre *par en bas*, dans la nouvelle société post-révolutionnaire. La grille d'analyse qu'il utilise s'avère d'une grande utilité pour analyser de façon critique y compris l'expérience des conseils allemands.

Un livre de René Berthier²⁷ reconstitue de façon assez pertinente les épisodes de la révolution allemande et apporte parfois des éléments d'information qui font défaut dans la production d'origine léoniste. Le ton d'ensemble tourne au règlement de comptes avec les conseillistes, au point que l'auteur se risque à des comparaisons hasardeuses avec la révolution espagnole, qui pourtant prend place dans un contexte historique et avec des forces totalement différentes.

La lecture de Pannekoek²⁸ et d'Hannah Arendt nous aide sans doute à trouver une clé d'interprétation plus large, qui peut aussi servir pour les périodes suivantes – je pense notamment aux conseils qui se sont formés en Hongrie en 1956, dans différents pays et

²¹ Voir Cosimo Scarinzi, « Comunismo di sinistra e comunismo dei consigli: interpretazioni », in: *Consigli operai e comunismo dei consigli*, op. cit., p. 43.

²² Claudie Weill, « Les conseils en Allemagne 1918-1919 », *Le Mouvement social*, n° 152, juillet-septembre 1990, pp. 77-93, et notamment p. 77. L'auteur met en lumière les spécificités locales qui ont joué un rôle dans l'émergence des conseils et qui expliquent nombre de différences, reprend la typologie des conseils dressée par Eberhard Kolb et analyse leur composition sociale ; tente enfin de cerner les tâches que les conseils se sont fixées dans des situations différentes.

²³ Richard Gombin, *Les Origines du gauchisme*, Paris, Seuil, 1971. L'auteur définit l'objet de son étude dans les pages 18 à 48.

²⁴ Publié pour la première fois dans le n° 84 d'*Informations Correspondance Ouvrières (ICO)*, août 1969, se trouve aussi sur le site <http://lamaterielle.chez-alice.fr/ideoultrag.html>

²⁵ Christophe Bourseiller, *Histoire générale de « l'ultra-gauche » : situationnistes, conseillistes, communistes de conseils, luxemburgistes, communistes de gauche, marxistes libertaires...*, Paris, Denoël, 2003. Dans ce texte au style journalistique et superficiel, on place cote à cote toute sorte de groupuscules ultra-léonistes et antiléonistes, très attentif aux ragots et au détail croustillant, sans aucune tentative de compréhension sérieuse de leurs origines ni de la révolution allemande.

²⁶ Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard-Julliard, 1980.

²⁷ René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande 1918-1923*, Paris, éd. du Monde libertaire, 2009.

²⁸ Notamment Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, 1982, et S. Bricianer, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, Paris, EDI, 1969.

en particulier en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1980, mais aussi en Iran dans le secteur pétrolier au moment de la chute du Shah.

« Il s'ensuit que nulle tradition, ni révolutionnaire ni pré-révolutionnaire, ne peut être invoquée pour rendre compte de l'apparition et de la réapparition depuis la Révolution française de ce système des "conseils" (...). À Paris en 1848 et en 1870, en Russie en 1905 et 1917, en Allemagne, et surtout en Bavière, en 1918 et 1919, jusqu'à la Hongrie de 1956, des conseils se sont créés et recréés.

» Le seul énuméré de ces dates ferait croire à une continuité qui n'a jamais existé. C'est précisément cette absence de continuité, de tradition et d'influence organisée qui rend si frappante l'uniformité du phénomène. Parmi les caractéristiques de ces "conseils" figure naturellement la spontanéité de leur apparition, qui contredit évidemment et de manière flagrante le très théorique "modèle de la révolution du XX^e siècle" – organisée d'avance, préparée, exécutée avec une exactitude presque scientifique par des révolutionnaires professionnels. [...]

» L'opposition entre les deux systèmes, celui des partis et celui des "conseils", a surgi au premier plan dans toutes les révolutions du XX^e siècle. Le conflit tel qu'il se posait était le suivant : représentation contre action et participation. Les "conseils" étaient des organes d'action, les partis révolutionnaires des organes de représentation ; et bien que les partis révolutionnaires reconnaissent sans enthousiasme les "conseils" comme instruments du "combat révolutionnaire", ils n'en essaient pas moins, au sein même de la révolution, de les noyauter ; ils ne savaient que trop qu'aucun parti, si révolutionnaire qu'il fût, ne pouvait survivre à la transformation du gouvernement en véritable république des Soviets. »²⁹

Nous retrouvons la forme du conseil y compris dans des mouvements de moindre ampleur qui s'étendent quasiment jusqu'à nos jours, comme les mouvements qui, dans le secteur des transports en France, ont, dans la deuxième moitié des années 1980, pris le nom de « coordinations », et que les syndicats dominants ont cherché à neutraliser ou à tenir sous contrôle. Eux aussi sont porteurs d'une charge subversive qui effraie le pouvoir et les bureaucraties « ouvrières », bien qu'ils n'arrivent pas à dépasser le secteur spécifique dans le cadre où ils ont pris naissance.

Gianni CARROZZA

Traduit de l'italien par Nicole Thé

<http://acontretemps.org/spip.php?article628>



Bibliographie

Pour en savoir plus sur le mouvement des conseils, ainsi que sur les idées et les organisations auxquelles il a donné naissance, on peut consulter, outre les textes cités en notes :

- Anweiler, Oskar, *Les Soviets en Russie 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972, 356 p.
- Badia, Gilbert, *Le Spartakisme : les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, 1914-1919*, Paris, L'Arche, 1967, 438 p.
- Bardy, Roland, *1919, la Commune de Budapest*, Paris, éd. de la Tête de feuilles, 1972 (Spartacus 1978, n° 23, série C), 244 p.
- Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande. I) De l'armée impériale à la Reichswehr (1918-1919)*, Paris, Albin Michel, 1936, 410 p.
- Bock, Hans Manfred, *Syndikalismus und Linkskommunismus von 1918-1923 : zur Geschichte und Soziologie der Freien Arbeiter-Union Deutschlands (Syndikalistin), der Allgemeinen Arbeiter Union Deutschlands und der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands*, Meisenheim am Glan, A. Hain, 1969, 480 p.

²⁹ Hannah Arendt, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1985, notamment pp. 387, 388-389 et 404, et plus généralement le chap. VI, intitulé « La tradition révolutionnaire et ses trésors perdus », pp. 318-417.

- Bongiovanni, Bruno (Ed.), *L'antistalinismo di sinistra e la natura sociale dell'URSS*, Milan, Feltrinelli, 1975, 390 p.
- Broué, Pierre, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Paris, éd. de Minuit, 1971, 992 p.
- Döblin, Alfred, *Bourgeois et soldats. Novembre 1918 une révolution allemande*. s. 1, Pandora, 1982, 454 p. Ce livre fait partie de la tétralogie : *Novembre 1918 une révolution allemande*, avec *Peuple trahi*, *Retour des troupes du front*, *Karl et Rosa*.
- Kolb, Eberhard, *Die Arbeiterräte in der deutschen Innenpolitik, 1918-1919*, Frankfurt/M., Ullstein 1978. 444 p.
- Mühsam, Erich, *La République des Conseils de Bavière : Munich du 7 novembre 1918 au 13 avril 1919. La société libérée de l'État*, Quimperlé, La Digitale ; Paris, Spartacus, 1999, 192 p.
- Prudhommeaux, André et Dori, *Spartacus et la Commune de Berlin : 1918-1919*, Paris : Spartacus (n° 83), 1977, 126 p. On y trouve le compte rendu du congrès du Spartakusbund des 30 décembre 1918 et 1^{er} janvier 1919 à Berlin, ainsi que « L'ordre règne à Berlin » de Rosa Luxemburg et « Malgré tout » de Karl Liebknecht.
- Rosenberg, Arthur, *Geschichte der deutschen Republik*, Karlsbad, Graphia, 1935. Traduction italienne : *Storia della repubblica di Weimar*, Firenze, Sansoni, 1972, 238 p.
- Rusconi, Gian Enrico, *La Crisi di Weimar: crisi di sistema e sconfitta operaia*, Turin, Einaudi, 1979, 518 p.
- Pour une bonne bibliographie sur les conseils et les conseillistes, on peut se reporter à la page Web suivante : <http://www.left-dis.nl/f/gch/bibliogr.pdf>